



Maroc-France. Coup de pouce aux relations économiques

Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, effectue ce vendredi 31 janvier une visite de travail au Maroc. Au menu, plusieurs entretiens avec de hauts responsables pour parler notamment du «Pacte productif», projet phare de la France qui devrait profiter au royaume.

Khadim Mbaye
k.mbaye@leseco.ma

Attendu en novembre dernier, c'est finalement ce vendredi 31 janvier que le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, effectue sa visite de travail au Maroc. À cette occasion, le ministre français rencontrera plusieurs hauts responsables marocains, notamment ses homologues Mohamed Benchaâboun et Moulay Hafid Elalamy, respectivement ministre de l'Économie, des finances et de la réforme de l'administration et ministre de l'Industrie, du commerce, de l'économie verte et numérique. La visite, qui intervient quelques semaines après la tenue à Paris de la 14^e Réunion de haut niveau France-Maroc -au cours de laquelle un forum économique a été organisé entre le Medef et la CGEM- devra permettre aux deux pays de renforcer leur partenariat industrie, notamment à travers le projet français phare du moment, baptisé Pacte productif, annoncé par le président de la République française, Emmanuel Macron, en avril 2019.

Le Maroc veut sa part du Pacte productif français
Constitué de 5 volets qui at-

tendent des mesures concrètes et ambitieuses, à savoir la transition énergétique, le numérique, l'industrie, l'agriculture et l'agroalimentaire et l'innovation, le pacte vise à élaborer un nouveau modèle français respectueux de l'environnement pour atteindre le plein emploi, tout en harmonisant les initiatives déjà lancées. Pour ce faire, la France a besoin de consolider ses positions dans les marchés où elle est déjà présente et gagner de nouveaux débouchés pour être encore plus compétitive. Et le Maroc, qui capte 34,3% du stock total d'IDE en provenance du pays européen, a dès le début été associé à ce projet. D'ailleurs,



La France a besoin de consolider ses positions dans les marchés où elle est déjà présente et gagner de nouveaux débouchés pour être encore plus compétitive.

les gouvernements marocain et français travaillent en étroite collaboration à ce propos. «Il y a des possibilités de création d'emplois beaucoup plus grandes entre les deux pays», a laissé entendre, il y a environ un mois, Moulay Hafid Elalamy, pour qui la visite au Maroc de Bruno Le Maire est une occasion de «travailler sur une stratégie plus importante». On le voit bien, la page de la polémique créée par le ministre français, qui avait appelé, fin décembre dernier, à une relocalisation de l'activité industrielle française, n'hésitant pas à fustiger les deux puissants groupes PSA et Renault installés au Maroc, est aujourd'hui tournée pour Rabat et Paris. «La France a besoin de développer son industrie, ce que nous comprenons aisément. Cela est légitime, mais la déclaration n'a pas été faite au détriment du Maroc», avait démenti Moulay Hafid Elalamy à l'issue d'entretiens fructueux avec Le Maire, à Paris, lors de la toute dernière Réunion de haut niveau Maroc-France. Les industriels français ne diront pas le contraire. Ils ont signé au Maroc de jolis contrats d'armements totalisant pas moins de 400 millions d'euros en ce début d'année. ●



Bruno Le Maire.

Ministre français de l'Économie et des finances

“La France souhaite un modèle gagnant pour nos deux économies”

Propos recueillis par **Fatima El Ouafi**
f.elouafi@leseco.ma

Quelle est la raison de votre visite, et quels sont les responsables marocains que vous allez rencontrer ?

Je devais me rendre au Maroc en novembre dernier en compagnie du ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, mais la cérémonie d'introduction en Bourse de la Française des jeux m'a finalement obligé à reporter mon déplacement. Comme je l'ai dit à mes homologues, M. Bencháaboun et M. Elalamy, que j'ai vus à Paris en décembre, je souhaitais que ce report soit le plus rapide possible. Mon déplacement a pour objectif de rappeler l'amitié historique qui lie nos deux pays et notre relation économique bilatérale qui est déjà très bonne. À ce titre, je souhaite passer en revue, pour mieux les approfondir, les coopérations actuelles notamment en matière ferroviaire mais aussi dans l'aéronautique, les transports urbains, l'énergie, l'industrie navale... Je m'entretiendrai avec les ministres Bencháaboun et Elalamy, avec qui je travaille très bien. Nous tiendrons également le dernier comité de suivi de la ligne à grande vitesse Tanger-Casablanca, projet emblématique de la coopération franco-marocaine que nous avons porté conjointement pendant plus de 10 ans. À cette occasion sera signée la charte du Club LGV, dans le cadre duquel se poursuivra cette coopération.

Il y a quelques semaines, une polémique avait été déclenchée suite à vos propos sur les industriels français basés au Maroc. Votre visite aujourd'hui est-elle un signe d'apaisement ?

Les relations ont toujours été excellentes entre nos deux pays. Je souhaite clarifier mes propos qui ne visaient en aucun cas le Maroc ou sa stratégie industrielle. Mon propos posait la question des choix industriels de la France qui a perdu près d'un million d'emplois industriels ces dernières années, ce dont on ne peut se satisfaire. Nous avons besoin d'emplois industriels en France également pour éviter la fragmentation sociale et territoriale. Cette mission de reconquête industrielle est vitale économiquement et politiquement, et c'est celle que le président de la République m'a confiée dans le cadre du «Pacte productif». Cela n'est pas incompatible avec les besoins d'internationalisation de nos entreprises qui leur permettent de rester compétitives et de gagner de nouveaux marchés. La France souhaite la poursuite d'un modèle gagnant pour nos deux économies.

Quel message avez-vous l'intention d'adresser aux opérateurs français au Maroc ?

Qu'ils continuent à travailler avec nos amis marocains ! Le Maroc est un pays ouvert et attractif, nos relations sont anciennes et, au bénéfice de chacun. Nous devons poursuivre sur cette lancée.

Les partenariats industriels entre les deux pays sont déjà de qualité. Comment faire mieux ?

La France est le premier partenaire économique historique du Maroc, y étant le premier investisseur étranger (34,3% du stock total d'IDE). Nos entreprises ont participé à la construction de grands projets marocains comme la LGV, le réseau de tramways à Rabat et Casablanca ou le port de Tanger Med. La France a également accompagné l'industrialisation et la montée en gamme du Maroc. Pour approfondir nos relations économiques, je vais mettre en avant la singularité de l'offre française qui met l'accent sur l'importance de la responsabilité sociale et environnementale, la transition écologique, la formation. Nous pouvons aussi mieux accompagner le Maroc dans sa recherche d'un modèle de croissance plus inclusif.

Quels sont les secteurs ou métiers qui permettront une intégration plus poussée du tissu industriel marocain ?

Nos grands groupes, comme Safran, Renault ou PSA, ont soutenu l'émergence des écosystèmes industriels marocains dans l'aéronautique et l'automobile. De nombreuses opportunités de collaboration existent par ailleurs dans le domaine des énergies renouvelables, des transports urbains, de la santé et du naval. L'action des entreprises et des opérateurs français contribue très fortement au développement des compétences nécessaires à une intégration plus poussée des filières. L'exemple du secteur aéronautique est très parlant à cet égard : le développement spectaculaire de la filière au Maroc a été accompagné par la mise en place de l'Institut des métiers de l'aéronautique, créé et financé par l'Agence française de développement. Ce centre de formation permet aux jeunes ainsi formés d'être recrutés localement, et aux entreprises de disposer d'une main-d'œuvre adaptée à leurs métiers en constante évolution. De tels instituts ont également été créés pour les métiers de l'automobile et des énergies renouvelables, avec un succès comparable. Mais les contributions à la formation professionnelle des acteurs économiques français prennent également de nombreuses autres formes, et la France continuera à accompagner l'employabilité des jeunes Marocains.

Vous avez annoncé, le 2 décembre dernier, la création d'une mission d'évaluation sur un nouveau modèle industriel français. Est-il possible que le Maroc soit associé dans ce processus ?

Le président de la République m'a effectivement confié la tâche de réfléchir à un Pacte productif pour réindustrialiser la France. Au Maroc, une Commission spéciale sur le modèle de développement a été instituée sous la présidence de l'ambassadeur Chakib Benmoussa. La concomitance de ces exercices prospectifs doit bien évidemment nous conduire à partager nos réflexions. Nous avons déjà commencé à le faire en décembre dernier à Paris avec mes homologues marocains. Je ferai des propositions dans ce sens lors de mes entretiens à Rabat.